VENDREDI 4 MAI 1934 - N° 204 PRIX : 0 fr. 30 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France .... 1 an : 12 fr. 6 mois : 7 fr. Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 3 fr. 50 Parait le vendredi

Les fascistes assassins sont en liberté.

La Justice bourgeoise menace les ouvriers du 13e qui se sont défendus contre l'agression policière.

DEFENDONS - LES !

Au lendemain du Premier Mai

Il faut souder le bloc ouvrier

Oui, quand la C.G.T., prétextant les provocations communistes, supprimait son meeting du Vélodrome d'Hiver, le 8 avril était une journée noire pour la classe ouvrière. Le 1er Mai apporte encore, s'il était besoin, l'exemple éclatant : sans front unique de la classe ouvrière, sans l'unité syndicale il est impossible de s'opposer d'une façon efficace au patronat, à l'Etat-patron, au capitalisme et à ses mercenaires fascistes.

Le 12 février, conscients de la gravité de l'heure, sous la menace directe des bandes réactionnaires armées préparant ouvertement la dictature violente sur les classes travailleuses de ce pays, les prolétaires, les artisans, les paysans s'étaient dressés d'un commun accord, coude à coude, face à l'ennemi. Le résultat en fut un mouvement magnifique dans tout le pays, redonnant aux prolétaires, à tous les travailleurs, une confiance et un enthousiasme énorme dans leurs possibilités.

Nous devons, tous ensemble, communistes et socialistes, confédérés et unitaires, travailleurs de toute tendance, tirer les leçons de la journée du 1er Mai 1934, en nous disant qu'envers et contre tous les diviseurs de la classe ouvrière, nous nous rassemblerons pour la défense commune contre le fascisme.

Les sanctions prises par le trop fameux Mallarmé, envers les militants les plus décidés parmi les exploités des P.T.T., démontrent que nous sommes passés à un stade plus élevé de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat. Les défilés ostentatoires de troupes à la veille du 1er Mai, les revues de Pétain, les articles provocants de la presse bourgeoise, les mesures prises contre le camarade Trotzky, tout ceci constitue les maillons d'une même chaine dont la bourgeoisie spoliatrice enserre, jusqu'à l'étouffer, le prolétariat. Un pas vers le bonapartisme, deux pas.

Et en face de cette bourgeoisie bien décidée à continuer sa déflation massive sur les traitements et les retraites des fonctionnaires, à abaisser encore le stade de vie du prolétariat industriel, à pressurer les petits paysans en favorisant les koulaks, se dresse un prolétariat qui a déjà certes démontré sa force, qui la possède encore toute, mais qui pour le moment se trouve désorienté, déconcerté par les manœuvres de ceux qui le dirigent ou plutôt prétendent le diriger vers son émancipation.

L'atmosphère ressentie tant au meeting de Vincennes qu'aux meetings clairsemés de la Mutualité, était assez étouffante. Les fonctionnaires venus au meeting de 18 h. à la Mutualité, se ressentaient, c'était visible, des sanctions prises contre leurs camarades. Tous sentaient, Cégétistes à la Mutualité et unitaires à Vincennes, combien il était criminel dans une telle période, d'avoir deux meetings, deux rassemblements, deux points de concentration du prolétariat parisien.

Et la combattivité, l'audace des militants de Vincennes, d'Alfortville, du 13e arrondissement furent ainsi détachés du mouvement général des masses.

D'autre part, en province, à Lille, des incidents ont mis aux prises socialistes et communistes : voilà où mène le sectarisme que certaines continuent à entretenir parmi le prolétariat. Eh bien, nous n'avons pas peur de le dire, de le crier ici, lourdes sont les responsabilités (qu'ils y réfléchisent bien) de ceux qui d'une manière ou d'une autre, par l'exclusive ou la manœuvre, empêchent ou freinent l'unité d'action du prolétariat.

Nous sommes en droit d'espérer, qu'en tout cas, nous ne serons pas les seuls à dire loyalement, franchement : nous n'avons pas eu dans les circonstances actuelles, devant le danger du fascisme qui menace, qui se rapproche, le 1er mai qu'il nous fallait. Le chômage a été peu important et les repus du capital financier, qui

(Voir suite page 3)

Au mur des Fédérés, un seul cortège !

Au Parti Socialiste, au Parti Communiste, au P.U.P., à la C.G.T., à la C.G.T.U., à la C.G.T.S.R.

Camarades,

Les diverses organisations ouvrières vont bientôt appeler les travailleurs de la région parisienne à défiler devant le Mur des Fédérés à l'anniversaire de la Semaine sanglante.

La situation présente confère à cette manifestation un caractère exceptionnellement important. La réaction qui est descendue dans la rue le 6 février, qui a imposé un gouvernement de combat contre les travailleurs, se prépare à user sans merci de la violence et, si elle n'est pas brisée par la résistance ouvrière, elle laissera loin derrière elle la férocité de la répression versaillaise.

La commémoration de la Commune, pour qu'elle ait toute l'ampleur voulue, doit être assurée par une manifestation unique, préparée en commun par toutes les organisations ouvrières. Il ne nous apparaît pas nécessaire de développer ici cette affirmation. La puissance de la manifestation du 12 février, contrastant avec les résutlats trop souvent obtenus dans la dispersion des forces, impose à nos organisations, pour obtenir une démonstration encore plus formidable, d'appeler en commun à la démonstration, de s'entendre au préalable sur les modalités de l'organisation de la manifestation.

Nous pensons que votre organisation partagera ce point de vue et qu'elle sera prête à envoyer un délégué à une réunion pour préparer en commun cette manifestation où, commémorant la Commune vaincue d'hier, les travailleurs prépareront la Commune victorieuse de demain.

Le Bureau Politique
de la Ligue Communiste.

Cette motion sera présentée également au centre de liaison des forces antifascistes.

La réaction ferme l'Europe à Léon Trotsky

Le compagnon de Lénine demeure en danger.

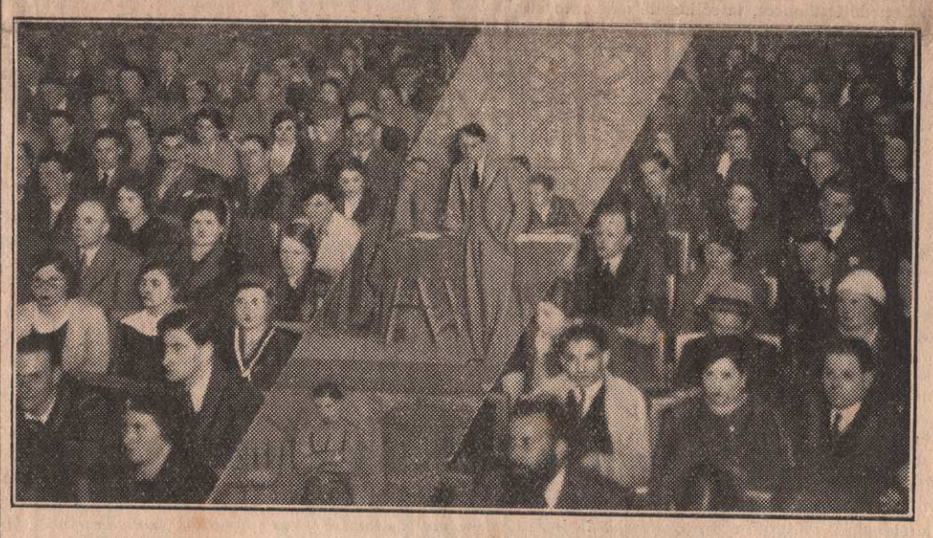
De jour en jour, la campagne acharnée des journaux réactionnaires donne plus clairement son sens à la mesure prise par le gouvernement des tanks et des mitrailleuses. Maintenant l'*Angriff*, journal d'assaut des nazis, entreprend une grande campagne de provocation contre le guide de l'action anti-fasciste.

En réponse à l'acte de la défunte démocratie française, les frontières se ferment. Pour le combattant du prolétariat, il n'est pas d'asile. Sur la planète sans visa, les oligarchies dominantes appliqueront-elles librement la loi de l'exil et des camps de concentration au meilleur représentant de la lutte des exploités ?

Contre la personne de Trotsky, s'exercent les forces maîtresses de l'Europe de 1934. Et la politique de la bureaucratie stalinienne porte sa lourde part de responsabilité dans la physionomie actuelle de cette Europe dans laquelle elle a rejeté l'artisan d'octobre et l'un des chefs de l'Internationale communiste. Mais quand al réaction mondiale déchaînée pourchasse « le vieil incendiaire » et frappe en lui la Révolution Russe, la paix de Brest-Litovsk et l'esprit de la révolution internationale qui, jusqu'à la mort de Lénine, fit trembler le monde, les paisibles rédacteurs de l'*Humanité* ricanent. Ces « rédacteurs » ont déjà prouvé qu'ils sont incapables de distinguer l'ami de l'ennemi. Ceux qui ont loué Tchang-Kaï-Chek, appelé au plébiscite rouge de Prusse, fait manifester le 6 février aux Champs-Elysées, fatigueront toujours plus les combattants prolétariens de leurs insultes aveugles.

Au contraire, les prolétaires et les exploités reconnaîtront toujours plus dans le proscrit traqué par la vieille Europe, le continuateur de Marx et de Lénine et le combattant de leur cause. L'attaque haineuse de Doumergue a suscité dans les travailleurs du monde entier un grand courant de colère et de sympathie. Les exploités de ce pays ont reconnu le coup du pouvoir qui les frappait eux-mêmes en pleine poitrine. A leur propre défense, ils allieront la défense du révolutionnaire pourchassé.

Que la sympathie croissante, que la volonté de lutte des révolutionnaires et des exploités disputent aux gouvernements de proie le droit d'asile pour Léon Trotsky.



Au meeting de la Salle Albouy, André MALRAUX à la tribune

Un millier de travailleurs au meeting de protestation

Près de mille travailleurs se pressaient salle Albouy, le soir du meeting de protestation. Large participation des jeunes. L'assistance exprimait une vive indignation contre l'abjecte violation du droit d'asile par le gouvernement des décrets-lois.

Autour de la tribune et des portes, les *jeunes gardes léninistes* assurent le service d'ordre dans la sympathie générale.

Le camarade *Frank* préside, assisté de *Marc Bernard*, de la camarade *Marbel*, de la 14e section du P. S., et du camarade *Gosset*, du groupe de Villejuif de la Ligue. *Frank* appela à la protestation énergique contre l'expulsion de Trotsky, prélude de l'attaque contre les travailleurs étrangers. Il donne lecture de la lettre du *professeur Langevin*, s'élevant contre l'expulsion de Trotsky et acceptant la présidence d'honneur du meeting.

Au nom des *Jeunesses Léninistes*, *Ivan Craipeau* lance un vivant appel aux jeunes : « *Les jeunes travailleurs sont contre les vieux bonzes réformistes, mais ils sont avec les vieux révolutionnaires indomptables comme Léon Trotsky.* » Il retrace la vie héroïque du grand révolutionnaire : ses seize ans et son action illégale parmi les ouvriers et les étudiants, la déportation et l'exil, le soviet de Pétrograd en 1905, la Sibérie et l'évasion, les proscriptions de la guerre, l'octobre russe réalisé aux côtés de Lénine la création de l'Armée Rouge.

« L'expulsion de Léon Trotsky est un premier pas vers la suppression des libertés démocratiques », et tirant la leçon d'Hénin-Liétard, il demande aux travailleurs de toutes tendances de constituer la milice antifasciste du peuple et d'être prêt à faire face à l'armement des bandes fascistes.

Le camarade *Brausch*, qui revient de Barbizon, fait justice des calomnies imbéciles de la presse bourgeoise et de l'*Humanité* : « *Des domestiques? C'était, avec moi, quelques camarades qui vaquions aux soins matériels et Léon Trotsky en prenait sa part.* »

André Malraux déclare qu' « *il n'y a pas de droit d'asile.* » « *A l'heure où le gouvernement Doumergue prend le pouvoir, c'est un titre de gloire pour Léon Trotsky d'être expulsé de ce pays.* » Après avoir exprimé le regret que dans certains milieux on considère toute sympathie pour Trotsky tout comme une sympathie pour le fascisme, il fait un vivant appel à la réalisation de l'unité pour la tâche qui s'impose : la révolution en France. « *Sachons comprendre à temps que la Révolution est une.* » Et revenant sur l'expulsion du chef des bolcheviks léninistes, il conclut, au milieu de très vifs applaudissements, en défendant « *qu'on humilie une part de la force révolutionnaire qui fit trembler le Palais d'Hiver* ».

Emile Farinet, secrétaire général de la Fédération de la Seine du Parti Socialiste, apporte l'adhésion chaleureuse de la Fédération de la Seine à la protestation contre l'expulsion de Trotsky. Il souligne l'importance de l'œuvre de Trotsky dans la révolution. « *Si Lénine fut son théoricien, Trotsky fut son grand organisateur.* » Après un salut à l'Union Soviétique, œuvre socialiste, il appelle à l'unité de combat et approuve l'effort de la Ligue communiste pour le rassemblement ouvrier.

Parijonine apporte à la tribune le message de *Romain Rolland* vivement acclamé par l'auditoire : « *Ce sera l'opprobre éternelle de la démocratie française qu'elle ait refusé à Léon Trotsky l'asile qu'il était venu lui demander. C'est la honte de l'Europe que la Turquie lui donne une leçon d'honneur et de dignité.* »

Marceau Pivert, de la C. A. P. du Parti socialiste, flétrit la dégénérescence de la démocratie française dont l'expulsion de Trotsky est une manifestation. A Trotsky il associe les quatre jeunes antifascistes allemands livrés par Colijn à Hitler. « Si Trotsky est expulsé c'est que la bourgeoisie frappe en lui le grand théoricien et le partisan de l'unité d'action et de l'unité syndicale. » Retraçant l'exemple du 12 février, il appelle au rassemblement révolutionnaire des masses unies dans l'action, « *pour forger l'unité syndicale d'abord, l'unité totale avec, à leur tête, leur chef, Léon Trotsky* ».

Au nom de la Ligue communiste, *Francis Gérard* caractérise la persécution du fascisme international contre le guide marxiste de la lutte con-

Thorez le paniquard

De la crise de Saint-Denis vers le regroupement révolutionnaire

Le tirage de l'*Humanité*, quelques succès électoraux, quelques meetings bien garnis, cela constitue pour les bureaucrates du parti staliniste une façade qui leur permet d'abuser encore des travailleurs. Mais tout ce que ce parti a de vermoulu, de putréfié, qui le rend aussi impuissant que le P. C. allemand en mars 1933, tout cela apparaît lumineusement dans la crise sans pareille qui le secoue à l'heure actuelle.

Comment les faits se sont-ils développés ? D'abord, opposition de Doriot, membre du B. P., à la ligne générale, opposition limitée pendant des semaines au rayon de Saint-Denis. La direction prend l'initiative d'engager la lutte pour éliminer le récalcitrant. Pendant des semaines et des semaines, tandis que Doriot *se défend* dans les cellules de Saint-Denis, la direction fait donner l'*Humanité*, on excite les membres du parti contre les opportunistes; dans la confusion, dans l'ignorance, on va, semble-t-il, exclure sans grand'peine, comme par le passé.

Mais la lutte se développe selon sa propre logique. Le rayon de Saint-Denis, en majorité hostile à la direction du P. C., sort du cadre de la discipline formelle, qui ne sert dans ce parti qu'à tuer toute expression de la base. Et, à partir de ce moment, Doriot est allé fort. Des articles dans l'*Emancipation*, une brochure ne suffisaient pas, des déclarations à un journal bourgeois, mais surtout l'appel à la population ouvrière de Saint-Denis, l'abandon d'un mandat confié par le P. C., une candidature, sans l'investiture du C. C., un meeting public où le secrétaire du P. C. est invité à venir s'expliquer. Que de motifs formels pour une exclusion ! Pourtant, pas de sanctions, Doriot restait membre du P. C., membre du C. C. La direction du P. C. chercha à transformer le meeting en manifestation contre Doriot. Des placards, des articles contre les « paniquards », le parti mobilisé, rien ne fut épargné pour assurer la déroute de Saint-Denis.

Cependant, l'opération échoue. Nombreux sont désormais, au sein du P. C., les partisans du front unique d'organisation à organisation. La direction ne se sent plus maîtresse du parti. Elle fait alors donner l'I. C. Pour la première fois depuis des années, on fait appel aux deux parties pour s'expliquer. Au dernier moment, on supplie Doriot de se taire, il est trop tard. Tout le C. C., sur la scène du théâtre de Saint-Denis, encaissa les coups que Doriot asséna sur sa politique.

Le lendemain et les jours suivants, l'*Humanité* devient muette. Paniquard il y avait, paniquard il y a, c'était Thorez, le B. P. et ce C. C. de bureaucrates qui, habitués à diriger par la terreur, s'effondrent quand celle-ci devient inefficace.

***

La crise du P. C. prend maintenant un aspect nouveau. La direction a voulu porter un coup décisif; en échouant, elle s'est complètement découverte. Qu'est-ce que cette direction ? Qu'est-ce que ce parti, doit se demander chaque ouvrier révolutionnaire, où il y a une tendance qui, refusant de suivre la direction, n'est l'objet d'aucune sanction ? Si l'autorité fait défaut dans le parti, comment prétendre en acquérir sur la masse tout entière ? Une telle direction s'est complètement discréditée, le parti — qui fut le parti communiste — se désagrège à la veille de grandes épreuves.

***

Quelques mots pour ceux qui pourraient avoir encore quelques illusions sur l'I. C. La crise du P. C. français n'y tombe pas dans une atmosphère sereine. Depuis la débâcle allemande, des sections se sont effondrées, les crises se sont multipliées partout. Pour le P. C. A., c'est la venue de Maria Reese à nous, c'est la crise avec Remmelé, réglée bureaucratiquement; en Tchécoslovaquie, Goutmann; en Espagne, crise avec Balbontin. Voici ce qui est public. Il faut y ajouter les bagarres dans la coulisse. La crise du P. C. français ne peut que contribuer à les faire connaître de tous. La désagrégation du P. C. français n'est qu'une partie de la désagrégation de toute l'I. C.

***

Agonie du stalinisme, accélérée par les exigences de la situation politique en France.

(Voir suite page 2)

Une journée de salaire...

Notre journal doit sortir régulièrement. Son tirage doit augmenter. Il nous faut un local. Il nous faut des affiches, des tracts, des brochures. Il faut déplacer des camarades. Il nous faut louer des salles de réunion. Il nous faut développer notre organisation. Nous avons besoin d'argent. Nous manquons d'argent!

Notre action est nécessaire. Nos mots d'ordre pour l'unité d'action, pour l'unité syndicale, pour la milice antifasciste se frayent leur voie. Il nous faut redoubler d'activité. Nous manquons d'argent.

Un grand champ d'activité nous est ouvert. De grandes tâches nous attendent. Beaucoup de camarades attendent notre action. Or, à chaque pas, nous sommes pris à la gorge par le manque de moyens.

Camarades, envoyez dès aujourd'hui votre souscription. Faites un effort pour qu'elle soit forte. NOS CAMARADES SE SONT IMPOSES UNE NOUVELLE FOIS LA CONTRIBUTION D'UNE JOURNEE DE TRAVAIL. Camarade qui nous soutiens, joins ton effort au notre.

Recueille autour de toi de l'argent pour nous. Cette tâche est maintenant de la plus haute importance : souscriptions nombreuses, souscriptions massives, abonnements!

Attèle-toi à ce travail.

Dès aujourd'hui !

CHEQUE POSTAL P. Frank 1368-55

tre le fascisme, contre le « vieil incendiaire », Léon Trotsky. La jeune IVe Internationale est frappée parce qu'elle est l'agent actif de l'unité d'action des partis ouvriers, de l'unité syndicale et de l'armement des milices.

« *Ce coup en pleine poitrine eût dû provoquer la réaction unanime des partis prolétariens. Il faut la néfaste politique stalinienne pour limiter la riposte au coup qui menace tous les ouvriers étrangers. Le Secours Rouge peut savourer l'amère victoire d'obtenir satisfaction pour une de ses revendication :* l'expulsion de Trotsky, *avec l'aide du* Matin *et de la* Liberté. »

Notre camarade caractérise l'activité bonapartiste du gouvernement Doumergue s'attaquant aux conditions économiques, politiques et sociales des travailleurs. La bourgeoisie française ne peut plus maintenir sa domination par la démocratie. Elle repousse le réformisme social-démocrate. Analysant les bases politiques qui rendent possible et nécessaire l'unité d'action du prolétariat contre le fascisme et le bonapartisme, il décrit à quelles conditions l'unité d'action sera victorieuse : alliance ouvrière, unité syndicale, milice ouvrière antifasciste.

Notre camarade retrace l'effort pour ferger dans l'action la direction révolutionnaire inspirée de Marx et de Lénine, continuatrice de l'Inernationale communiste du temps de ses quatre premiers congrès, qui surmontant les enseignements, les victoires et les faillites de ses devancières pendant la guerre, puis en Allemagne et en Autriche, constituera l'instrument de la victoire ouvrière. Il termine parmi un vif enthousiasme en lançant « *ces cris indissolublement liés: Vive l'unité d'action du prolétariat contre le fascisme! Vive la Quatrième Internationale! Vive la Révolution mondiale!* »

L'*Internationale* vibrante et combattive s'élève tandis que l'assistance vote par acclamations les ordres du jour que le président propose.

LES RESOLUTIONS VOTÉES

CONTRE L'EXPULSION
DE LEON TROTSKY

Les travailleurs réunis, le 27 avril, à l'appel de la Fédération socialiste de la Seine et de la Région Parisienne de la Ligue communiste, au nombre d'un millier,

Elèvent une protestation véhémente contre l'expulsion de Léon Trotsky par le gouvernement des décrets-lois, foulant aux pieds le droit d'asile; s'engagent à œuvrer pour l'unité d'action de tous les travailleurs pour riposter aux agressions de la réaction et du fascisme contre les libertés ouvrières.

Ils adressent leur salut chaleureux au camarade Léon Trotsky, le glorieux combattant révolutionnaire, le créateur de l'Armée Rouge.

***

POUR LA CREATION
D'UN VERITABLE SECOURS ROUGE

Les travailleurs réunis, le 27 avril, à l'appel de la Fédération socialiste de la Seine et de la Région Parisienne de la Ligue communiste.

Constatant l'aggravation de la répression dans tous les pays contre les militants révolutionnaires et l'absence d'une organisation assurant, sans distinction de tendances, la solidarité agissante aux victimes de la répression capitaliste;

Demande aux organisations et aux écrivains participant à ce meeting de renforcer la lutte ouvrière en créant un comité de secours à toutes les victimes de la répression capitaliste.

***

POUR LA LIBERATION DES 4 ANTIFASCISTES
LIVRES PAR LA HOLLANDE

Les travailleurs réunis, le 27 avril, salle Albouy, sont unanimes à protester contre le procédé inouï de la police hollandaise qui a livré quatre jeunes allemands émigrés (3 membres du parti socialiste ouvrier et 1 membre de la Ligue communiste) entre les mains de leurs bourreaux hitlériens. L'assemblée dénonce aux travailleurs de la France et du monde entier le caractère préfasciste du gouvernement hollandais qui permet des agissements pareils de la police. Aux yeux du prolétariat du monde entier, c'est le gouvernement hollandais qui répond de la vie et du sort des 4 antifascistes.

Elle signale à l'attention du prolétariat la justice de classe que préconise ouvertement le ministre de justice hollandais, en projetant d'expulser tous les émigrés politiques qui continueraient de l'étranger la lutte antifasciste.

La réunion réclame du gouvernement hitlérien la mise en liberté immédiate des quatre jeunes militants : Bobzien, Goldstein, Hohse et K. Liebermann.

L'assemblée est fermement décidée d'opposer au fascisme international et à ces suppôts la solidarité internationale du prolétariat.

PARMI LES PROTESTATIONS REÇUES

D'une protestation intitulée la « Planète sans visa », les passages suivants :

Le singulier « gouvernement de trêve » imposé par le coup de force du 6 février s'affirme l'ennemi résolu de la classe ouvrière. Sur le plan économique les décrets-loi provoquent une recrudescence du chômage; ils entraînent l'arrestation, la révocation, de centaines de militants coupables d'avoir protesté contre la réduction brutale de leurs moyens d'existence. Sur le plan politique ce gouvernement donne également sa mesure en expulsant Trotsky, non sans organiser autour de lui la provocation; il accepte de rompre par là avec les fameuses traditions hospitalières de ce pays.

Nous qui, ici, sommes loin de partager tous ses conceptions actuelles, ne nous en sentons que plus libres pour nous associer à toutes les protestations qui ont déjà accueilli la mesure dont il est l'objet. Qu'on veuille croire que nous y mettons toute l'indignation dont nous sommes capables. Nous saluons, à cette nouvelle étape de son chemin difficile, le vieux compagnon de Lénine, le signataire de la paix de Brest-Litovsk, acte exemplaire de science et d'intuition révolutionnaires, l'organisateur de l'Armée rouge qui a permis au prolétariat de ocnserver le pouvoir malgré le monde capitaliste coalisé contre lui, l'auteur — parmi tant d'autres non moins lucides, non moins nobles et moins éclatantes — de cette formlue qui nous est une raison permanente de vivre et d'agir : « Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui plein de contradictions et sans harmonie, fraiera la voie à une nouvelle race plus heureuse. »

André Breton, Roger Caillois, René Char, René Crevel, Paul Eluard, Maurice Heine, Maurice Henry, Georges Hugnet, Valentine Hugo, Marcel Jean, Jean Lévy, Fernand Marc, J. et M. L. Mayoux, J.-M. Monnerot, Henri Pastoureau, Benjamin Péret, Gui Rosey, Yves Tanguy, Robert Valançay, Pierre Yoyotte.

et *un assez grand nombre* de camarades étrangers.

Une lettre à l'Humanité

Camarades,

Depuis quelques jours l'Humanité mène, contre Trotsky, une campagne infâme. L'Humanité soutient la thèse de la collusion de Trotsky avec la police au sujet de la descente de celle-ci à son domicile. L'affirmation, en soi, serait ridicule et ne mériterait que le mériterait que le mépris. Elle n'est certainement pas prise au sérieux par eux-là mêmes qui l'écrivent.

Mais voici que la police expulse Trotsky. Toute idée de collusion est, par là même, détruite. Après cela je m'attendais, de la part de l'Humanité, à une rectification loyale ou, du moins, à un silence pudibond. Il n'en a été rien. L'Humanité, prise à son propre piège, n'a fait que redoubler ses calomnies.

Je suis communiste et j'appartiens à la cellule de Carmaux du Parti. Je suis lecteur de l'Humanité depuis sept ans, c'est-à-dire depuis mon arrivée en France. J'ai toujours fait, en faveur de l'Humanité, tout l'effort possible, soit comme propagande que comme souscriptions. Ceci pour dire combien m'est pénible la constatation que je viens de faire plus haut...

L'Humanité se faisant, pour l'occasion, l'auxiliaire de la répresion bourgeoise, réalise, avec la presse le plus infecte, le plus inattendu des fronts uniques.

Qu'elle s'en réjouisse !

Pour ma part je ne peux que constater jusque où peut descendre un journal qui fut, jadis, un grand journal et un parti qui fut jadis, un grand parti.

X. de Carmaux.

De deux syndicalistes

Cher Camarade,

...Nous ne partageons certes pas les idées de Trotsky sur le mouvement syndical et nous savons assez avec quelle sévérité méprisante il juge le syndicalisme révolutionnaire dont nous nous réclamons. Nous ne sommes que plus désintéressés, agissant en dehors de toute solidarité de secte, dans notre protestation nouvelle qui vise à défendre un militant du prolétariat victime, cette fois, de la bourgeoisie pré-fasciste violant sa propre légalité et pour qui le droit d'asile n'est plus qu'une vieille invention du libéralisme périmé.

Nous sommes plus indignés encore par l'attitude d'une *Humanité* avilie, car si la bourgeoisie est logique avec elle-même en frappant un révolutionnaire, il est odieux qu'un journal qui se réclame du prolétariat et prétend lutter contre le fascisme ne sache qu'insinuer bassement et approuve ainsi le gouvernement d'Union Nationale qui vient d'expulser l'organisateur de l'Armée Rouge, en attendant qu'il frappe d'illégalité les organisations révolutionnaires de ce pays.

M. et A. RICHARD.

"L'Action Socialiste"

L' « *Action Socialiste* » d'avril 1934 s'élève contre l'expulsion de Trotsky. Mais ne peut cependant s'empêcher d'inclure dans sa protestation une perfidie ou une stupidité :

« Notre position est nette. Cependant, tout en nous rendant compte de la manœuvre gouvernementale et du but lointain (!) poursuivi, nous protestons énergiquement contre l'expulsion de Trotsky. Les Russes blancs pullulent, tuent les chauffeurs grévistes français, la messe orthodoxe est radio-diffusé de l'église de la rue Daru, alors que les hommes politiques français ne peuvent s'en servir et il ne serait pas permis à un révolutionnaire étranger de séjourner en France ?

C'est un déni de justice contre lequel nous protestons. Nous ne pouvions pas attendre autre chose du gouvernement Tardieu-Herriot-Marquet et nous joignons notre protestation à toutes celles qui sortiront d'un terrain sain, d'une logique saine épurée de toute parcelle de sectarisme. »

LA CRISE DU PARTI RADICAL

Autour de l'élection de Mantes

L'élection de Mantes avait acquis une importance politique considérable. Une lutte acharnée s'y développa; toute la presse attira l'attention générale sur Mantes. Il s'agissait, d'une façon générale, de répondre à la question : pour ou contre l'Union Nationale. Rien ne fut omis qui pouvait nuire à la candidature de Bergery : potins les plus divers, exagération voulue des effectifs de « Front commun ». Le déplacement de quelques centaines de voix fut ainsi obtenu pour assurer la victoire au réactionnaire Sarret, patroné par Franklin-Bouillon, le chauvin frénétique. Le P.C., enfermé dans ses théories absurdes et des schémas artificiels, au lieu de se rapprocher des masses hostiles à l'Union Nationale, ne réussit, en maintenant son candidat au second tour, qu'à perdre la plus grande partie des suffrages qu'il recueillait encore. Il s'en fallut de bien peu pour que ce soit ce maintien au second tour qui ait assuré la victoire du partisan de l'Union Nationale.

Bien que Bergery ait abandonné le parti radical et qu'il se soit présenté comme indépendant, l'élection de Mantes eut de sérieuses répercussions dans le parti radical-socialiste, dans le conflit des tendances à la veille et en vue du congrès de Clermont-Ferrand. Le secrétaire général de ce parti, A. Milhaud, porte-parole du ministre d'Etat de l'Union nationale, Herriot, s'étant prononcé catégoriquement contre Bergery, fut mis en minorité et contraint de démissionner. L'échec de Bergery à Mantes ne manquera certainement pas de renforcer la tendance Union nationale; dans un discours à Lyon, Herriot est intervenu de tout son poids pour la faire triompher. Il est donc à prévoir que le congrès de Clermont donnera la majorité aux partisans de l'Union nationale et que, s'il se produisait une coupure, ne se détacherait du parti radical-socialiste qu'une petite fraction à gauche.

Mais le Congrès de Clermont ne pourra en rien résoudre la crise du parti radical-socialiste, car celle-ci n'est qu'une des expressions de la crise générale de la démocratie française. La crise du parti radical-socialiste a d'autres sources que les scandales qui l'éclaboussent particulièrement. Elles sont dans sa structure même et elles portent en elles les germes de décomposition inévitable : avec la démocratie française, son parti le plus puissant est condamné.

Parti de la grande bourgeoisie, à la domination de laquelle il est lié, exprimant les intérêts de certaines couches de la finance, de l'industrie et du commerce, le parti radical-socialiste possède de puissantes et profondes racines dans le peuple, dans les masses laborieuses des villes et des campagnes. Artisans, petits commerçants, paysans, intellectuels, entraînant avec eux des couches importantes du prolétariat, constituaient une clientèle électorale fidèle du parti radical-socialiste. Pendant des années et des années, il fut porté au pouvoir par la grande masse de la nation.

Ses différentes fractions, représentant soit diverses couches du pays, soit divers clans de la grande bourgeoisie trouvaient toujours leur équilibre dans ce parti, tout comme le jeu démocratique en France assurait l'équilibre dans ce pays qui se targuait d'être celui de la « mesure ».

Mais, c'en est désormais fini de la mesure et de l'équilibre, au sein du régime démocratique. Celui-ci est incapable de permettre le maintien stable de la domination bourgeoise, et la grande bourgeoisie veut s'en débarrasser. Par contre, attachée à ses libertés, la grande masse du pays veut résister à l'élimination des droits acquis pendant le siècle passé. Ce conflit trouve son expression dans la crise du parti radical-socialiste.

Certaines fractions comme certaines couches de la petite bourgeoisie s'empressent de se soumettre sans résistance aux volontés du grand capital. Déjà, en 1926, Herriot avait fait la trêve au chevet de la « mère malade ». En 1934, la situation, beaucoup plus critique qu'en 1926, l'amène à capituler corps et âme et à prendre la responsabilité de la politique du comité des Forges, du comité des Houillères.

Mais, dans les masses qui supportent le parti radical-socialiste existent encore de fortes traditions anti-autoritaires, anticléricales, etc..., et par suite, s'est manifestée une certaine rébellion contre la politique des dirigeants comme Herriot. Que le congrès de Clermont aboutisse à un nègre-blanc, que la quasi unanimité se réalise encore, c'est bien possible; toute organisation a sa propre inertie, ses propres traditions conservatrices qui déforment très souvent l'expression véritable des tendances réelles. Mais ce sont celles-ci qui importent. L'existence de ces tendances de la petite bourgeoisie au passé révolutionnaire peut être un atout appréciable pour la lutte révolutionnaire du prolétariat. Il ne s'agit nullement pour les organisations ouvrières de s'adapter à elles. Une telle politique — celle de la direction du P. S. — ne peut qu'être mortelle. En mettant le prolétariat à la remorque de la petite bourgeoisie on l'amène à capituler devant la grande bourgeoisie. Pour que les couches laborieuses de la petite bourgeoisie s'associent au prolétariat, il faut que celui-ci, par son unité d'action, constitue un pôle d'attraction irrésistible.

C'est seulement en poursuivant cette tâche que la décomposition du parti radical, au lieu d'être à l'exemple du parti du centre en Allemagne, l'œuvre d'un Von Papen au profit de la réaction la plus féroce, se fera au profit de la révolution prolétarienne.

Le gouvernement encourage l'armement des fascistes

Les paroles de Schwerer, Pujo, de la Rocque n'ont en rien ému la quiétude des gouvernants. Ne siègent-ils pas sous le signe de l'apaisement? Il leur faut donc fermer les yeux sur les préparatifs d'armement des groupements réactionnaires et se contenter de poursuivre les organisations ouvrières.

Mais même quand messieurs les fascistes ne se contentent pas de paroles mais se font prendre la main dans le sac, la bourgeoisie se montre d'une indulgence qui ne peut être considérée que comme un encouragement à s'armer.

Récemment, quelques membres de la « Solidarité française » furent trouvés porteurs d'armes. Poursuivis, le tribunal leur infligea une peine de quelques jours de prison avec sursis. *Si c'eût été des prolétaires révolutionnaires, il est sûr que les tribunaux bourgeois auraient montré beaucoup moins de clémence.*

Quelques jours de prison avec sursis, voilà ce que coûte tout au plus pour un réactionnaires le fait de s'armer contre les ouvriers.

Aux travailleurs des villes et des campagnes d'en tirer la leçon. Contre eux, la bourgeoisie s'arme et encourage ses mercenaires à s'armer. Ils ne doivent pas rester désarmés contre les provocations et les agressions. Quand les réactionnaires sauront qu'en face d'eux ils trouveront des travailleurs prêts à leur répondre sur le plan où ils se placent, ils se montreront beaucoup plus prudents. Leurs prétentions proviennent non seulement de l'impunité de la part du gouvernement, mais surtout du désarmement des ouvriers. Il faudrait bien peu de choses pour les obliger à en rabattre.

EN ESPAGNE

L'heure de l'assaut approche

La crise politique en Espagne entre, à l'heure actuelle, dans une nouvelle phase. On se souvient comment, aux dernières élections des Cortès, ce furent l'Action Populaire de *Gil Robles* et les radicaux qui obtinrent de gros avantages, tandis que les socialistes, le Parti de Macia et les autres groupements *fidèles à la République* subirent un recul très sensible. Les causes de ce recul sont connues: la jeune République s'est avérée incapable de résoudre les problèmes pour lesquels les masses ouvrières et petites bourgeoises avaient fait la révolution. Mécontentement des ouvriers qui n'ont pas atteint les buts désirés; mécontentement des paysans qui n'ont pas eu la terre, mécontentement des couches moyennes qui n'ont trouvé ni satisfaction à leurs aspirations économiques, ni une force capable de les souder à la révolution. Comme résultat de ce mécontentement on a eu le gouvernement Lerroux.

Ce gouvernement, qui s'appuyait sur les droites et particulièrement sur l'Action Populaire de *Gil Robles*, s'appliqua immédiatement à démolir les faibles conquêtes arrachées par les ouvriers et les paysans avec leur action révolutionnaire. Il piétina le droit syndical, le droit de réunion et de presse; il appuya le patronat dans sa lutte contre les salaires; il brima les paysans. Par tous les moyens, il soutint les forces de la réaction contre les forces de la révolution. Le gouvernement Lerroux tomba par l'opposition faite par le Président de la République contre le projet d'amnistie qu'il avait préparé. Ce projet visait particulièrement à réintégrer dans l'armée les officiers compromis dans le complot du 10 août 1933 et à restituer les terres aux agrariens qui en avaient été dépossédés à la suite de leur action contre la République.

A Lerroux a succédé ces jours derniers Samper, déjà ministre du commerce dans le gouvernement Lerroux. Son gouvernement a pour but de surmonter l'obstacle de l'amnistie. Mais pour vivre il doit s'appuyer sur les mêmes forces réactionnaires que le précédent. Ces forces, pourtant, si, sur le terrain parlementaire, elles sont disposées à temporiser, mènent dans tous le pays une campagne forcenée et s'organisent fièvreusement. Certains symptômes d'un revirement des masses vers la gauche ne font que les rendre plus actives. C'est pourquoi la situation est très grave.

La possibilité d'un vrai coup d'Etat de la part des forces réactionnaires et fascistes dans un délai très court est loin de pouvoir être exclu. De toute façon, la classe ouvrière et les masses paysannes vont subir, dans les mois qui viennent, des dures épreuves. Le prolétariat espagnol n'a pas encore perdu la bataille, mais il peut la perdre si un redressement radical n'est imposé à la politique de ses organisations traditionnelles. La C. N. T., l'organisation syndicale dirigée par les anarchistes et qui groupait la majorité du prolétariat organisé et la partie la plus combattive, a échoué dans une série de tentatives d'insurrection folles et sans aucune préparation politique et organisationnelle sérieuse.

L'U. G. T. et le Parti socialiste, par leur politique de collaboration d'hier, par leur opposition d'aujourd'hui, mènent en réalité le prolétariat de capitulation en capitulation devant la bourgeoisie. De son côté, le Parti stalinien et cette ombre d'organisation syndicale qui s'appelle C.G.T.U. se démontrent toujours incapables de faire une politique de réalisme révolutionnaire. « Contre le front unique et pour la scission syndicale », voilà en quoi se résume la politique du Parti stalinien en Espagne... et ailleurs.

Dans cette situation, un rôle important et décisif peut être joué par notre section sœur d'Espagne. Depuis des semaines déjà nos camarades espagnols ont pris l'initiative de la constitution d'un vaste front unique, d'une *Alliance du Travail*, englobant toutes les organisations politiques et syndicales se réclamant de la classe ouvrière. Cette initiative a commencé à se concrétiser par la constitution de l'Alliance Ouvrière de Barcelone. C'est la seule vois de salut pour le prolétariat espagnol. C'est la voie qui lui permettra de rassembler toutes ses forces et de reprendre, par la lutte, la direction des paysans et des masses travailleuses menacées d'écrasement par la réaction et le fascisme. C'est la seule voie qui lui permettra, non seulement de surmonter ses difficultés d'aujourd'hui, mais aussi de vaincre demain.

AU JAPON

La conquête de la Chine

Le rêve séculaire du jeune impérialisme nippon, venu tard sur l'arène des puissances, est de dévorer la Chine pour rester maître de l'Extrême-Orient. Déchiré à l'intérieur par une crise de surproduction, de surpopulation, de chômage, une lutte de classes exacerbée par le fait de l'existence d'un prolétariat moderne soumis à une exploitation féodalo-capitaliste, coincé à l'extrême par un monde déjà partagé, l'empire du Soleil levant se hâte de conquérir sa place au soleil par tous les moyens, au risque des pires aventures.

Le plan Tanaka se heurta aux appétits des impérialismes américain, anglais, français et à la Chine révolutionnaire. Ce qui ne l'empêcha pas de se réaliser en partie : le Jéhol annexé, l'Etat Mandchoukouo constitué malgré l'opposition des Américains et des Anglais contre sa reconnaissance « de jure ».

Ce plan se poursuit inflexible, lentement. Il revêtait la forme de la politique de « la porte ouverte » légalisée par neuf puissances en 1922. Il revêt aujourd'hui une forme plus agressive et contre la Chine et contre les impérialismes rivaux, notamment l'Amérique et l'Angleterre.

Le 18 avril dernier, le porte-parole du ministre des affaires étrangères Hirota déclara : « *Toute action collective des puissances étrangères pour apporter une aide technique ou financière à la Chine aura fatalement des conséquences politiques entraînant des complications et des discussions, la délimitation de zones d'influence, voire même le contrôle international ou la division de la Chine.* » Invoquant la position spéciale du Japon en Extrême-Orient et ses intérêts particuliers à garantir la paix au Pacifique, l'agresseur ajoute : « *Le Japon est décidé à partager avec la Chine la responsabilité du maintien de la paix en Extrême-Orient,* MAIS IL N'A L'INTENTION DE PARTAGER CETTE RESPONSABILITÉ AVEC AUCUN AUTRE PAYS... *Le Japon s'opposera donc à toute action de la part du gouvernement chinois qui tendrait à dresser une puissance contre une autre. Si d'autres puissances entreprenaient une action commune pour prêter assistance à la Chine, en considération de la situation créée par les incidents de Shangaï et de Mandchourie, le Japon s'opposerait à une semblable action internationale...* »

Un tournant s'est opéré dans la politique d'agression du Japon. D'une part, protectorat de fait sur la République chinoise dont il contrôlera les négociations extérieures avec d'autres pays. D'autre part, proclamation d'une véritable doctrine de Monroë pour cette partie du continent asiatique où aucune intervention des puissances ne sera tolérée par les Nippons.

Que ce tournant s'explique comme une riposte à l'accord soviéto-américan, à la faveur de la crise de la N.R.A. de Roosevelt et de la crise européenne, c'est l'évidence même. Il s'explique surtout par le besoin impérieux pour le Japon de nourrir sa population dangereusement abondante et d'écouler ses produits. Le Japon entend faire de la Chine une place d'armes contre l'U.R.S.S. Mais surtout, il veut en faire une réserve et une place d'armes contre une Révolution intérieure.

En tout cas, cette nouvelle volonté d'agression de la Chine rencontre de violentes protestations de Washington, de Londres et de Nankin également. Devant ces protestations, *Hirota* semble avoir reculé, du moins en paroles. Il déclara le 30 avril qu'il repoussait l'interprétation de « *doctrine de Monroë* » donnée à sa politique et insisterait sur le respect du régime de la porte ouverte.

Néanmoins, cette étape aggrave considérablement les dangers d'une nouvelle guerre mondiale sur le Pacifique et constitue une menace directe contre les ouvriers et les paysans chinois.

La crise de Saint-Denis

(*Suite de la première page*)

Il peut, il doit en sortir une impulsion nouvelle pour le regroupement révolutionnaire au sein du prolétariat. Les camarades du rayon de Saint-Denis, des communistes dans tout le pays veulent, face au danger fasciste, opposer l'unité de front du prolétariat et sont disposés à s'adresser à l'organisation socialiste pour y arriver. Ce courant est en ce sens progressif. Mais il faut plus que prendre position sur le front unique. Il faut définir le contenu de l'unité d'action. Il faut fixer les objectifs, les méthodes. Il faut entraîner toutes les couches de la population laborieuse. Pour cela, les camarades qui, avec Doriot, ont rompu en fait avec le P. C. vont être rapidement amenés à se poser les problèmes de la construction d'un véritable parti communiste.

Le mouvement révolutionnaire en France est fragmenté, éparpillé. Tous les tons s'y manifestent plus ou moins intensément suivant les régions. Le regroupement dans un parti exigera l'élaboration d'une base politique claire donnant des réponses précises et justes aux questions les plus essentielles du mouvement ouvrier. Croire que cela pourra se faire facilement, sans anicroche, sans crise, ce serait pure utopie. Penser pouvoir y arriver sans qu'un certain nombre de problèmes fondamentaux soient totalement éclaircis, ce serait se préparer des lendemains plus douloureux. Saint-Denis mène aujourd'hui une dure bataille contre la calomnie et l'injure. Il faut que, demain, l'injure et la calomnie étant balayées, avec non moins d'ardeur les points de vue, les arguments politiques s'affrontent. La Ligue communiste n'a d'autre exigence que de présenter les siens à la discussion et à l'épreuve des faits. Si le stalinisme est condamné, les idées de Marx et de Lénine se frayeront le chemin de la victoire.

Au lendemain du Premier Mai

avaient le 12 février senti sur eux menaçante, la poigne de ceux qui travaillent, de ceux qui produisent, ont respiré avec plus de facilité : il y a encore de beaux jours pour nous, se sont-ils dit, ces messieurs, tant que nos exploités sont divisés. Car ces gens-là qui sont très clairvoyants, craignent comme la peste toutes les formules, toutes les propositions et modalités d'action qui peuvent dresser d'un seul bloc tous les ouvriers. Au contraire, les satisfait, leur donne confiance. tout ce qui divise le prolétariat.

Mais la lutte reprendra, et reprendra vite, la résistance aux décrets-lois de famine, aux mesures bonapartistes de Mallarmé, aux nouvelles attaques contre les salaires que préparent les De Wendel et les Schneider, le consortium textile ou les magnats des mines, deviendra effective si dès maintenant les militants unitaires, confédérés, autonomes, imposent aux différentes bureaucraties :

1° Des pourparlers envisageant les moyens pratiques de s'opposer et à l'Etat et au patronat unitaire ou confédéré.

2° Les possibilités de chaque syndicat, de chaque union départementale de rassembler leurs adhérents communs pour la lutte active.

3° Fusionner sans retard tous les syndicats, de la base au sommet, dans une centrale unique.

De cette façon seulement le prolétariat reprendra et bien vite confiance, les milliers d'inorganisés viendront au siège du syndicat unique retirer leur carte. Et l'on pourra parler à ce moment, de regarder un peu dans les comptes embrouillés de la bourgeoisie. Le contrôle ouvrier sur la production, voilà ce qui doit être clair à chaque cerveau ouvrier, le contrôle ouvrier sur la façon dont le capitalisme utilise la plus-value produite par les exploités.

Pour les 40 heures avec maintien des salaires,

Pour le contrôle ouvrier de la production,

Contre la mobile et les tanks de Doumergue et les bandes fascistes,

Songez-y, manifestants du boulevard Poniatowsky, fonctionnaires de la Mutualité, combattants de la Cité Jeanne-d'Arc, milliers et milliers de pionniers du prolétariat, plus que jamais luttez avec nous pour nos mots d'ordre :

Front unique d'action du prolétariat,

Unité syndicale par le Congrès de fusion.

Mallarmé attaque le droit syndical

En marche vers le bonapartisme.

De nombreux camarades s'étaient endormis après le 12 février, satisfaits qu'ils étaient des résultats de la grève générale. Depuis, le gouvernement de Doumergue-Marquet-Tardieu a démontré ce qu'il entendait par « trêve ». Ses attaques brutales contre les plus pauvres ont démontré la voie choisie par la grande bourgeoisie pour se débarrasser de la crise...

Maintenant, c'est après les brutales sanctions frappant les plus actifs, les plus courageux parmi les militants des P.T.T., qui, ces derniers temps, se sont trouvés à l'avant-garde de la bataille des fonctionnaires, l'attaque directe contre le droit syndical et la volonté « d'épuration » de certains services particulièrement importants en cas de troubles dans le pays. La grande bourgeoisie de ce pays n'est pas rassurée car la résistance à ses plans de famine groupe de nombreux éléments des couches sociales différentes dans le pays. De plus en plus nombreux sont ceux qui sentent qu'il faut que cela change. Et la bourgeoisie veut s'assurer de la *moralité*... politique de ses serviteurs placés à des postes de premier plan comme le sont les employés du Central Télégraphique. Ceux-ci, en effet, ont démontré ces derniers jours qu'ils n'hésitaient pas à engager le combat contre l'Etat-Patron et aussi que leurs sympathies n'allaient pas particulièrement vers les tenants du régime capitaliste.

Dollfuss-le-Petit avait commencé en Autriche par frapper les fonctionnaires suspects d'avoir des sympathies pour les idées révolutionnaires. Colinjn, en Hollande, interdisait ces derniers jours aux fonctionnaires l'adhésion à la centrale révolutionnaire le N.A.S., — dirigée par notre camarade Sneevliet. Les méthodes de pression, les mesures d'attaques de la bourgeoisie se retrouvent, à l'échelle internationale, à quelques variantes dans les détails. L'attaque de Mallarmé, c'est l'attaque contre le droit syndical des fonctionnaires, c'est un pas important dans la voie du bonapartisme. Demain ce seront les syndicats des ouvriers de l'industrie privée qui seront visés, puis comme en Autriche l'incorporation obligatoire des travailleurs à des syndicats gouvernementaux dirigés par des larbins du capital financier. C'est du moins la voie choisie par la bourgeoisie en marche vers l'Etat fort. Il importe que les travailleurs, puissamment groupés dans leurs syndicats, ralliant les hésitants, par la réalisation de l'*unité syndicale*, fassent échec à ces mesures d'oppression napoléonienne, de terreur policière. Vous aurez beau faire, M. Mallarmé, voyez-vous, vous n'empêcherez pas que les travailleurs, que les producteurs, fussent-ils au Central Télégraphique, ou instituteurs, ou mineurs ou maçons, ou artisans ou paysans, vous n'empêcherez pas qu'ils se rassemblent pour lutter contre le gouvernement du 6 février. Aux moyens de pression, aux menaces nouvelles de sanctions, les travailleurs des P.T.T. répondront en imposant:

La réintégration des révoqués,

La suppression de toute sanction,

La retrait du décret policier de Mallarmé.

Tous unis, dans l'action, contre le gouvernement des décrets-lois. Vive l'Unité syndicale par le *Congrès de Fusion* des deux centrales !

La Fédération des Fonctionnaires face à la répression

La F. A. F. nous communique la résolution suivante, à laquelle nous associons notre véhémente protestion :

Le gouvernement de M. Doumergue s'en donne à cœur joie dans la répression administrative. Non content d'avoir capitulé devant les forces d'argent en prenant des décrets-lois qui sont un défi aux classes laborieuses, et contre lesquels il ne peut s'agir que de continuer la lutte, il fait fonctionner l'appareil répressif dans une mesure telle qu'il n'a rien à envier à un gouvernement fasciste déclaré.

En effet, après les mouvements de protestation récents, les suspensions de fonctions et les changements disciplinaires se chiffrent par plusieurs dizaines dans les organes de la Fédération autonome, par centaines dans l'ensemble des syndicats, et tout particulièrement dans les Postes.

Mais cela ne suffisait pas au gouvernement de trêve et d'apaisement.

C'est ainsi qu'une information judiciaire est ouverte pour « délit de coalition de fonctionnaires » contre Boursicot et plusieurs autres camarades du Syndicat National des Indirectes.

Il n'est pas douteux que d'autres poursuites seront engagées contre d'autres militants de la Fédération autonome.

La Commission exécutive fédérale entend préciser une nouvelle fois qu'elle revendique la responsabilité de tous les mouvements contre les décrets-lois en ce qui concerne les organisations syndicales qu'elle groupe. Elle assure tous les camarades frappés ainsi que ceux qui demain pourraient l'être que la solidarité jouera d'une façon totale.

Contre les étrangers victimes du travail

Pour les ouvriers étrangers victimes du travail à cent pour cent après avoir été exploités à quatre-vingt pour cent, il ne suffit pas que l'incurie patronale, le lucre et la rationalisation à outrance leur aient coûté un membre. Un décret-loi de fin 1933 a décidé que la carte d'identité leur serait comptée 100 francs au lieu de 20 francs. Nouveau coup qui frappe une catégorie particulièrement déshéritée et contre lequel tous les prolétaires doivent protester.

Les victimes de Mussolini et de Pilsudski reçoivent un nouveau coup des émules français de leurs propres bourreaux.

JACQUES.

A NOS ABONNES !

Les abonnés dont l'abonnement arrive à expiration avec ce numéro recevront cette semaine, de notre service des réabonnemer^s une formule de mandat-poste au compte P. Frank 1368-55. Pour réduire nos frais, aucune circulaire ne sera envoyée. Retournez immédiatement votre réabonnement, faute de quoi l'envoi du journal ne vous sera plus continué.

Premier Mai à la Mutualité

Uue motion des Postiers

L'ordre du jour annoncé par le Peuple, *le* Populaire *et les tracts de la C. G. T. portait sur les revendications de la classe ouvrière; la lutte contre les décrets-lois et la défense des salaires publics et privés; la lutte contre les brimades gouvernementales à l'égard des travailleurs. En réalité, ce fut pendant deux heures environ la nouvelle panacée, le plan de la C. G. T., qui nous fut débité. Si bien que le contenu des discours se résuma dans la formule qu'un vaste calicot étalait au-dessus de l'estrade :* La C. G. T. réclame du gouvernement un plan de rénovation économique.

Ainsi le gouvernement des décrets-lois attaque les traitements les plus minimes, les plus vitaux, viole ses engagements vis-à-vis des retraités, révoque, déplace ses fonctionnaires, prépare d'autre part l'aggravation la plus cynique des conditions d'existence des travailleurs par son projet de suppression de l'abattement à la base pour l'impôt sur les salaires, et c'est à ce gouvernement que l'industrie, la banque et le haut commerce, tous les adversaires irréductibles de la classe entière des travailleurs, ont mis à la place des gouvernements de gauche, aussi serviles mais plus lents; à ce gouvernement dont le sourire cache la matraque policière et — pour demain — les mitrailleuses des formations militaires, que MM. nos dirigeants syndicaux s'adressent en leur demandant, dans les commissions ministérielles, de vouloir bien examiner avec eux un plan d'intérêt général, de réorganisation de l'activité économique.

*Le 1er mai, à la Mutualité, après les élucubrations « révolutionnaires » de Mathé, les sanctionnés des P. T. T. ont déposé un ordre du jour dans lequel ils ont fait acclamer entre autres mots d'ordre, l'*unité syndicale *et un* appel à la révolution prolétarienne.

*Avec ceux-là, tous les camarades de la C. G. T. qui veulent être réellement défendus par une action syndicale hardie et qui comprennent que la démagogie révolutionnaire creuse des dirigeants unitaires cache au fond le même désir de conservation individuelle qui domine les dirigeants confédérés, s'engageront dans la voie de l'opposition à toute politique de collaboration avec les gouvernements et d'asservissement, vers l'*unité *et la* fusion syndicale *qui balaiera les bureaucraties syndicales et fera le bloc des travailleurs, gage de leur victoire.*

GRANDJEAN.

Poitiers

Contre les J. P.

Le 26 Avril, les Jeunesses Patriotes avaient organisé à Poitiers une réunion privée pour laquelle ils avaient mobilisé toutes leurs troupes du département. Répondant à l'appel du Cartel de la Paix, auquel appartiennent toutes les organisations ouvrières, dont la Ligue Communiste, les travailleurs au nombre de 800 environ contremanifestèrent vigoureusement.

Après un rapide meeting à la Maison du Peuple, les ouvriers tinrent la rue jusqu'après minuit, chantant les hymnes révolutionnaires et criant leur haine du fascisme. Ils se heurtèrent à plusieurs reprises, violemment aux gardes mobiles venus protéger les Jeunesses Patriotes. Plusieurs camarades furent blessés par des coups de crosse.

Quelques fascistes qui, après leur réunion, s'étaient livrés à des provocations, reçurent les corrections qu'ils méritaient. A signaler qu'un des amis de Taittinger brandit à un moment un revolver qui lui fut heureusement arraché.

Pour bien montrer comment il comprenait le front unique, un stalinien menaça un de nos camarades qui vendait « La Vérité » de « lui faire casser la gueule ».

Les ouvriers poitevins sauront tirer de ces événements la conclusions qui s'imposent et ils nous soutiendront dans notre lutte pour l'Alliance Ouvrière et pour la Milice antifasciste.

Toulon

Victoire sur une affiche

Le 15 Avril, au matin, des camarades et sympathisants de la ligue communiste de Toulon placardèrent dans les principaux quartiers de Toulon la nouvelle affiche de la Ligue sur la « journée noire du 8 dernier ».

Deux affiches entre autres furent posées sur les murs de la Bourse du Travail. De nombreux ouvriers et militants des diverses organisations prolétariennes — parti S.F.I.O., parti socialiste de France — s'attroupèrent devant cette critique des manœuvres anti-ouvrières des deux confédérations, la commentèrent et l'interprétèrent selon leurs tendances.

Mais le concierge de la Burse, le staliniste retraité, « l'illustre camarade Orsini », sous la direction de son chef Flandin « Grand Gouverneur » du P.C. à Toulon, recouvrit bientôt l'affiche par la feuille de choux de la région marseillaise « *Rouge Midi* ».

De nombreux ouvriers et quelques membres du Parti S.F.I.O. et du Parti Socialiste de France, témoignèrent de leur indignation, disant que c'était dss manières dignes des fascistes que d'empêcher des camarades ouvriers d'exposer librement leur point de vue.

Fera-t-on ainsi l'unité en sabotant le jeu de toute libre discussion et en insultant violemment outrajeusement, tous ceux qui ne sont point staliniste, comme si la politique révolutionnaire était monopolisée par l'I.C. comme les allumettes par l'Etat.

Encore une fois, de toutes les organisations, le P.C. se montra le plus hostile à toute tentative d'unité. Car sans libre discussion, sans respect des conceptions idéologiques des partis concurents, toute tentative d'unité est vaine.

Les ouvriers réfléchirons sur les faits et gestes des hommes du congrès d'Amsterdam et de Pleyel.

BALTO.

Dans les Jeunesses Léninistes

La Jeunesse Léniniste et le Premier Mai

Le matin du premier mai les Jeunes léninistes étaient un peu partout à leur poste, aux piquets de grève. L'après-midi ils participèrent aux diverses manifestations, à la Manifestation de Vincennes aux meetings confédérés et à diverses manifestations locales.

A Vincennes malgré son petit nombre (guère plus de cinquante) le groupe des Jeunes léninistes se fait remarquer par son entrain et son enthousiasme. Il scande « Milice ouvrière », « Alliance ouvrière », « Unité syndicale ». Aux stalinistes criant : « Adhérez au parti communiste » (dans une démonstration d'unité d'action !), ils répondent : «Unité d'action ».

Les stalinistes provoquent. La direction des J.C. s'est mobilisée. Les bureaucrates gueulent : « Trotsky renégat ». Mais nos copains couvrent la voix des quelques provocateurs aux cris répétés : « Unité d'action », « Libérons Thaelmann ».

Et l'Alliance Antifasciste des Jeunes ?

Mais nous avions voulu autre chose. Nous avions proposé à l'A.A.J., de mobiliser ensemble les Jeunes Gardes Léninistes, les Jeunes Gardes Socialistes et les troupes de défense de tous les autres groupements adhérant à l'alliance.

Nous avions proposé de constituer ainsi une formation de combat pour renforcer les manifestations, encadrer, discipliner, animer les démonstrations ouvrières du premier mai. Nous avions proposé d'adresser également aux J.C. au « Comité Mondial des Jeunes », aux partis et aux syndicats, une circulaire les invitant à imiter cet exemple et à constituer un Etat-Major commun pour le premier mai.

Nous pourrions ainsi, avec plusieurs centaines de jeunes travailleurs décidés et disciplinés, donner un élan nouveau aux démonstrations.

Les délégués des diverses organisations (dont la J.S.) avaient accepté les propositions. Nous posons la question : pourquoi en dernière heure la direction des Jeunesses Socialistes a-t-elle tout fait pour empêcher cette concentration ? Pourquoi seuls les J. G. Léninistes étaient-ils présents ?

Notre action dans la rue eut été pourtant infiniment plus révolutionnaire que les drapeaux rouges ornés des trois flèches, aux fenêtres de la rue Feydeau.

L'A.A.J. contre l'expulsion de Trotsky

Les Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires (C.G.T.S.R.) avaient dès le début forcé l'A.A.J. à limiter étroitement son programme. C'est ainsi que les camarades de la C.G.T.S.R. se sont opposés, sous le prétexte qu'ils luttent contre toutes les guerres... à ce que l'A.A.J. engage une campagne contre la guerre du Maroc. Sous prétexte qu'ils sont contre tout service militaire, ils se sont également opposés à ce que l'A.A.J. mène campagne contre la menacé du service de deux ans !

Nous avons déjà expliqué aux camarades que c'était là ne pas comprendre ce que signifiait la lutte contre le fascisme, liée étroitement à la lutte contre les agressions au Maroc et la militarisation.

Dernièrement, mis devant le fait de l'expulsion de Trotsky, les délégués des organisations ont compris combien il était urgent d'y opposer une protestation vigoureuse de l'A.A.J. Malgré l'opposition des syndicalistes il a été décidé d'envoyer à la presse la protestation véhémente de l'alliance antifasciste contre l'expulsion du compagnon de Lénine.

Alliance de Combat

L'A.A.J. organise une grande campagne par arrondissement, par quartiers, par localités. Un grand meeting aura lieu le 16 mai dans le 20e arrondissement. D'autres meetings dans une série de quartiers sont prévus. Mais cela ne suffit pas. L'A.A.J. ne doit pas se contenter, comme font les comités d'Amsterdam, de meetings et de protestations platoniques.

Ainsi que nous avions donné l'avertissement, nous ne voulons pas cacher notre opinion là-dessus. C'est devant tous les jeunes ouvriers, avant tout devant les membres des diverses organisation de l'Alliance que nous posons franchement la question :

La carence de l'A.A.J. dans la journée du 1er mai (malgré tous nos efforts) va-t-elle se renouveler ? Nous disons qu'au contraire il faut passer à un stade supérieur d'unité d'action : constituer partout des comités locaux, se lier à toutes les organisations locales de jeunesse ouvrière, se lier directement à la masse des Jeunes ouvriers.

Jeune Garde Antifasciste

Le premier stade où nous devons passer d'urgence c'est l'organisation par quartier, des groupes de la Jeune Garde Antifasciste. Toutes les formations antifascistes du quartier doivent y trouver place *ainsi que tous les jeunes travailleurs qui veulent se battre contre les fascistes.* La Garde Rouge ainsi formée élira sa direction (on peut prévoir à cet égard un contrôle des organisations) et sous le contrôle de l'A.A.J., dans toute la R.P. s'organisera la lutte contre les fascistes.

Comité local du XVe

Malgré le représentant des J.L. le comité de vigilance dort. Il n'a rien voulu organiser au premier mai, sous prétexte de ne pas empiéter sur le terrain syndical ! Toute son action a consisté à organiser pour le 13 mai un meeting contre les sanctions prises contre 4 camarade spostiers. Nous nous réservons de stigmatiser cette inaction devant les travailleurs.

Comité local d'Alliance dans le XIe

Le comité d'Alliance du XIe groupe un certain nombre d'organisations révolutionnaires (les J.S., les J.L., l'U.S.S.G.T., etc...). Un bureau est formé dont le camarade B... des Jeunesses léninistes est élu secrétaire.

Contre le comité d'Alliance, les Jeunesses staliniste ont répondu les pires calomnies (voir l'Avant-Garde dernière) auxquelles il est inutile de répondre. Ils organisent un meeting... contre nous et les J.S. (Ça vaut sûrement mieux que d'organiser avec nous la lutte contre les fascistes !!) Nous y serons présents et les jeunes ouvriers jugeront.

Le comité d'alliance du XIe organise une série de réunions de quartier. Il faut que dans chacune de ces réunions soient constituées les groupes de quartiers de la milice antifasciste.

Meeting dans le XXe

Un meeting de l'Alliance aura lieu le 16 mai (chez « *Bayle* » probablement).

Dans le XIIIe

Les J.L. n'existent pas, soit disant. Néanmoins les J.C. ont édité un papillon où ils nous attaquent violemment. Notre cellule se renforce.

Clichy

Un meeting du comité de vigilance a lieu le 11 Mai. Nos orateurs seront le camarade Jegenzo pour la cellule des J.L. de Clichy, et le camarade Lhuillier du comité régional de la Ligue.

Dans le XIVe

La cellule du XIVe est en constitution. Pour adhésions et renseignements, écrire provisoirement à *Craipeau*, 237, rue de la Convention (XVe).

Sortie des Jeunes Gardes

Tous les jeunes gardes sont mobilisés *samedi et dimanche*. Date et lieu communiqués ultérieurement.

Assemblée générale de la R.P.

Dimanche après-midi, sortie des Jeunesses. Tous les camarades doivent être présents (le lieu est communiqué aux cellules).

L'Assemblée générale se tiendra au cours de l'après-midi. Ordre du jour :

1° L'évolution de la situation politique;

2° Rapport d'organisation.

Un bulletin intérieur (N° 6) est sorti, qui contient le rapport pour l'A.G.

Une page de gloire de l'Humanité

A propos de "révolutionnaires", de "contre-révolutionnaires" et de "rédacteurs vénaux"

Au sujet de l'expulsion de Trotsky de France, la presse, selon son orientation politique, pouvait prendre telle ou telle attitude politique. Les journaux bourgeois étant d'avis qu'un révolutionnaire devait être expulsé — un bouc ne peut pas donner de lait — un journal bourgeois ne saurait avoir qu'une attitude de classe.

Seul, l'organe central du Parti communiste français, *L'Humanité*, s'est réservé le privilège d'élever, à cette occasion, la voix la plus *originale* et la plus infâme.

Cette feuille exposa trois sortes d'*idées*. Premièrement, disait-elle, Trotsky est un contre-révolutionnaire, *c'est pourquoi* il n'y a rien à objecter quand il est expulsé. Deuxièmement, continuait-elle, son expulsion n'est qu'une réclame montée par lui en collaboration avec le gouvernement et la presse bourgeoise qui lui paie des honoraires fabuleux, car il a besoin de réclame, le pauvre diable! Et, troisièmement, concluait-elle, l'expulsion de Trotsky n'est de toute manière qu'un prélude à l'expulsion d'autres émigrés communistes, donc une affaire tout à fait naturelle.

*Les « révolutionnaires » de l'*Humanité *et le « contre-révolutionnaire » Trotsky*

Les faits sont têtus, laissons donc parler les faits.

En tête de l'*Humanité*, on peut lire : fondateur, Jean Jaurès; directeur, Marcel Cachin. Et, en première page, on lit régulièrement des articles de P. Vaillant-Couturier. Voilà donc, pour ainsi dire, les « révolutionnaires » de *L'Humanité*.

Or, on ne saurait nier ceci : pendant la première révolution russe, en 1903, le « contre-révolutionnaire » Trotsky était président du Premier conseil ouvrier du monde; au même moment, Jean Jaurès, à la tradition duquel *L'Humanité* se réfère, était le plus droitier des révisionnistes de droite dans la IIe Internationale. C'est ce que ne pourrait nier un historien tel que Jaroslavsky ou tel que Florimond Bonte, le « révolutionnaire » du parti français actuellement compétent dans les questions russes et qui pourrait même encore trouver à Moscou des documents sur cette époque.

Pendant la guerre de 1914-1918, le « contre-révolutionnaire » Trotsky était internationaliste; ses voyages de France en Espagne et de là en Amérique, il les effectua comme révolutionnaire expulsé; au même moment, le « révolutionnaire » actuel, Marcel Cachin, voyageait aussi; il apporta à Mussolini de l'argent en Italie, afin d'accélérer l'entrée en guerre de ce pays. Il faisait partie des agents semi-officiels de l'Etat-Major. Cela aussi on peut le vérifier dans les documents. Ce n'est pas dans des documents, mais dans les journaux de boulevards d'aujourd'hui qu'on peut trouver les actions « révolutionnaires » de Vaillant-Couturier, des poèmes chauvins. En 1917, il y eut en Russie une véritable révolution. Florimond Bonte, le correspondant particulier de *L'Humanité*, peut certainement encore trouver aujourd'hui des documents à ce sujet à Moscou et à Léningrad; mais il y a aussi deux noms dans certains articles de Lénine, datant de cette époque, les noms de Cachin et celui de Trotsky. C'est que le « contre-révolutionnaire » Trotsky fut nommé en automne 1917 président du soviet de Pétrograd; le « révolutionnaire » Cachin avait visité Pétrograd peu de temps avant, en compagnie d'un « révolutionnaire » du même accabit : Vandervelde. Ils saluèrent la révolution russe et l'invitèrent à poursuivre la guerre. Leurs voyages étaient payés par les gouvernements qu'ils représentaient — on ne peut pas dire que c'étaient des gouvernements prolétariens! Cependant, quelques mois après, le « contre-révolutionnaire » Trotsky fut, aux côtés de Lénine, comme dirigeant de la révolution d'octobre, le représentant du gouvernement soviétique prolétarien.

Les hauts faits révolutionnaires que les Cachin et consorts ont réalisés, cela restera une chose inconnue jusqu'au moment de la révolution qu'ils nous doivent encore. Lorsque des gens ayant un tel passé ont l'audace de parler du « contre-révolutionnaire » Trotsky, leur bêtise est encore plus grande que leur insolence.

Ecrivassiers à la solde

Cependant la bêtise n'est qu'une fonction de la vénalité de ces écrivassiers, car ils ne pensent *pas un mot* de ce qu'ils barbouillent. Il faut cependant les clouer lorsqu'ils s'agitent d'une manière par trop grossière et par trop impudente. *Publicité?* Depuis des années, toute la IIIe Internationale n'est plus rien d'autre qu'une *société de publicité* pour quelques « chefs ». Quelle est donc la préoccupation d'un tel « dirigeant » qui, pour un assez bon prix, fait de la *réclame* aujourd'hui pour Thaelmann, hier pour Sémard, avant-hier pour Boukharine, et depuis sept années pour Staline, tout en essayant de se proclamer lui-même comme « révolutionnaire »? C'est celle de la réclame. Comme ces « dirigeants » qui n'ont organisé que des défaites, qui empêchent systématiquement leurs

adhérents de penser par eux-mêmes, qui ne parlent qu'au moyen de catégories byzantines, sont toujours obligés de veiller à ce qu'ils fassent suffisamment de *réclame* pour les « dirigeants » de l'instant, ils parlent de réclame — lorsqu'un homme qui cherche asile est expulsé.

Et, en plus de la réclame, il n'y a qu'une seule chose qui touche ces esprits de boutiquiers, mesquins et pourris : les honoraires. Vaillant-Couturier qui connaît, par expérience, les prix de la presse boulevardière, permet à un petit Cachin de « donner à entendre » que Trotsky gagne des sommes folles par des articles dans la *Dépêche de Toulouse*, journal de la gauche bourgeoise. Et, avec le ton de censeurs des mœurs « révolutionnaires », ils dénoncent : voyez donc cet homme, il gagne de l'argent au lieu de mourir de faim pour nous faire plaisir.

Encore ne citons-nous que les plus « éprouvés ». Ils ont engendré leur progéniture misérable.

Mais leurs hurlements venaient à un mauvais moment. Un véritable révolutionnaire de leur propre Internationale, publie justement le même jour une interview, non pas dans un journal de gauche mais dans *L'Intransigeant* qui, pour parler prudemment, n'est pas un journal « tout à fait indépendant », mais qui n'est absolument pas de gauche au sens bourgeois du mot. Pendant six heures, *Dimitrov* s'est laissé questionner par Mme Maryse Choisy, l'auteur de l'ouvrage bien connu *Deux mois chez les filles*. Et Maryse Choisy déclare avoir éprouvé des *ondes hertziennes* en écoutant le révolutionnaire Dimitrov et en le voyant froncer son *front beethovien*. Pourquoi Dimitrov a-t-il accordé cette interview? Il est pourtant à Moscou où les classes sont presque abolies, et où le « contre-révolutionnaire » Trotsky ne trouve plus de place, mais où circulent Maryse Choisy et Florimond Bonte.

Le point le plus important

Cependant, le point le plus important des élucubrations des plumitifs à gage de *L'Humanité* est celui où ils montrent un brin de raison. Ils disent que l'expulsion de Trotsky n'est que le prélude à d'autres expulsions de révolutionnaires immigrés. Nous ne voulons pas demander pourquoi c'est justement le « contre-révolutionnaire » Trotsky qui est expulsé. Ni pourquoi il est frappé le premier. Ni non plus si « l'expulsion » est une mesure de publicité spécialement souhaitée par les proscrits. Ni, enfin, si l'attitude de *L'Humanité* devant la violation du droit d'asile est de nature à servir les milliers d'ouvriers étrangers en danger — bureaucrates y compris.

Nous posons une autre question : à supposer que la prédiction de *L'Humanité* ne soit pas une *dénonciation* de ses propres camarades, mais une prédiction *politique* — pourquoi, alors, ne bat-elle pas l'alarme contre l'expulsion de Trotsky? Pourquoi ne défend-elle pas principalement, et dans l'ensemble, le droit d'asile dont se vante toute démocratie bourgeoise et qui, dans le cas présent, doit être aboli en général, comme le prédit *L'Humanité?* Ne serait-ce pas le devoir de ces soi-disant révolutionnaires, de batailler pour le droit d'asile, ne serait-ce qu'à cause de ceux pour qui le tour viendra plus tard?

La question est claire, mais nous n'aurons pas de réponse, car les gens de *L'Humanité* se moquent totalement des expulsions et de qui est expulsé. Ces *révolutionnaires* ont reçu de la IIIe Internationale déchue une telle éducation qu'ils ne sont plus que des Philistins mesquins, bornés et nationalistes. Que les mêmes « chefs » du P. C. A. qui, comme Trotsky lui-même, demeurent en France, tout à fait légalement en tant que réfugiés (à la seule différence qu'ils sont bien payés pour leur inactivité), ce sera une affaire *allemande* que ces gens auront à régler avec eux-mêmes et avec les patrons de Moscou.

L'attitude de *L'Humanité*, à l'occasion de l'expulsion de Trotsky, est sordide du point de vue le plus élémentaire et, même du point de vue bourgeois, du point de vue politique, elle est stupide; et, du point de vue d'un parti prolétarien et révolutionnaire, elle est criminelle. De même que dans *toute* occasion, l'organe central du plus grand parti communiste en dehors de celui de l'U. R. S. S. a prouvé que ce parti n'est pas un parti communiste.

PARABELLUM.

Léon TROTSKY

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

TOME III

" LES JOURNÉES DE JUILLET "

Trotsky a montré dans les deux premiers volumes de son ouvrage, que le régime de février n'était pas viable. Dès le mois de juin la situation se résout en cette alternative : « Kornilov ou Lénine ». Les masses sont contre Kornilov, mais elles ne sont pas encore pour Lénine. Ce n'est que par un apprentissage douloureux qui passe par les journées de juillet et l'équipée de Kornilov qu'elles se rangeront peu à peu sous la bannière du bolchevisme pour la conquête du pouvoir.

Pour le moment elles réagissent avec confusion, impatience, prêtes parfois aux solutions extrêmes comme l'insurrection armée. C'est un mouvement anarchique et sans but précis mais qui exprime avec force le dégoût qu'elles ont pour la marionnette Kérensky et ceux qui en tirent les ficelles : Kornilov et l'Entente. Les ouvriers entrent de plus en plus souvent en conflit avec les patrons pour défendre leurs salaires; les manifestations et les grèves se succèdent, telle celle de l'usine Poutilov le 21 juin. Les soldats sont encore plus impatients; ils se prononcent ouvertement contre le gouvernement qui continue à les envoyer au front et se disent prêts à faire usage de leurs armes contre lui. Les bolchéviks de Vyborg sont pleins d'amertume, ils pensent que le parti temporise et refuse d'accepter la bataille.

Lénine pense en effet que le moment n'est pas encore venu pour passer à l'action directe. Avant d'engager la bataille il faut la préparer et l'organiser. Canalisée dans les voies du parti, l'énergie des masses deviendra irrésistible. Accepter maintenant le combat c'est courir à la défaite.

Les masses passent outre aux remontrances des bolchéviks. Le 3 juillet le régiment des mitrailleurs encaserné à Pétrograd, décide une manifestation armée et entraîne les ouvriers de la capitale. Le rayon de Vyborg toujours à l'avant-garde marche déjà sur le palais de Tauride. Vers neuf heures du soir ce sont sept régiments armés qui s'y dirigent. Une députation au Comité Exécutif central panrusse formule les revendications : « A bas les dix ministres bourgeois ! Tout le pouvoir au Soviet ! Arrêter l'offensive ! Nationalisation de la terre ! Contrôle sur la production ! ». Les bolchéviks qui s'étaient opposés à la manifestation s'efforcent de contenir les masses. Du haut du balcon du palais Kczesinska où se trouve leur quartier général, ils invitent les régiments à rentrer chez eux. Ceux-ci répondent : « A bas ! ». Devant cet accueil les bolchéviks décident de modifier leur tactique et de se placer à la tête des masses pour en diriger le mouvement et leur épargner la défaite. Ils savent que le moment n'est pas venu pour la prise du pouvoir, mais ils n'abandonnent pas les masses, ils jugent au contraire que leur place est au milieu d'elles. Vers quatre heures du matin les ouvriers de Poutilov entourent le palais de Tauride, envahissent rues et jardins et allongés sur le sol attendent la réponse des Comités exécutifs à leur délégation. A l'intérieur du palais les leaders démocrates attendent aussi, mais ce sont les troupes qu'ils ont fait appeler du front. Pendant ce temps Raskolnikov téléphone de Cronstadt que la garnison de la forteresse marche sur Pétrograd, les bolchéviks décident alors d'appeler pour le lendemain les masses à continuer la manifestation au nom du parti.

Le 4 juillet la manifestation où dominent cette fois les ouvriers reprend donc; le mouvement est plus imposant et mieux organisé que la veille. Engagés alors sur la Newsky les manifestants essuient des coups de feu de la part de quelques sotnias de cosaques et comme les collisions se multiplient et que les victimes menacent de devenir nombreuses, le C.C. des bolchéviks décide d'arrêter la manifestation.

Jusque là le gouvernement avait fait piètre figure, maintenant qu'il sent le danger passé il respire et se ressaisit; amputé de ses quatre ministres cadets il fait voir qu'il n'est pas moins qu'eux capable d'énergie. La rédaction et l'imprimerie de « La Pravda » sont saccagés par les cosaques et les junkers. Les soldats, matelots, ouvriers arrêtés au petit bonheur sont envoyés en prison. Des bruits infâmes sur l'argent allemand et les « espions de l'Allemagne » sont répandus. Les trouples tant attendues arrivent du front. On intime l'ordre aux matelots de Cronstadt qui se sont emparés de la forteresse Pierre-et-Paul, de retourner chez eux. On crie au « Complot bolchévik » et on veut s'emparer de Lénine. Quand les cosaques arrivent au palais Kczesinska ils trouvent heureusement la maison vide. Tous les coups sont portés contre les bolchéviks, « le mois de la grande calomnie » commence.

Il ne faut pas croire pourtant que les journées de juillet se soient soldées par ce bilan négatif. Les masses se sont aperçues que la question du pouvoir pour le Soviet n'est pas aussi simple qu'elles l'avaient cru. En offrant le pouvoir au Soviet elles se figuraient que celui-ci allait le prendre. Elles s'aperçurent que non seulement le Soviet où dominaient encore les représentants des partis petits-bourgeois, n'en voulait pas, mais qu'il faisait appel aux Cosaques contre elles. Fait paradoxal mais qui aboutit en définitive à un renforcement du pouvoir du Soviet : « Pour opposer une résistance armée à ceux qui réclament sur leurs pancartes le pouvoir des Soviets, le Soviet se trouve forcé de concentrer en fait le pouvoir entre ses mains », (p. 102), et pour un moment il apparut que le Comité exécutif avait considérablement augmenté son influence . « Les classes possédantes se « soumettaient » au Comité exécutif dans la mesure où il poussait le pouvoir de leur côté. Les masses se soumettaient au Comité exécutif dans la mesure où elles espéraient qu'ils deviendrait l'organe de la domination des ouvriers et des paysans » (p. 104). Mais le Comité exécutif ne pouvait jouer longtemps ce rôle de courtier entre les deux parties. La question que posaient les journées de juillet était la suivante : « qui doit gouverner ? La bourgeoisie ou le prolétariat ? ».

(*à suivre*)

J. MAURNADE.

LÉON TROTSKY

MA VIE

ÉDITION EN UN VOLUME

RIEDER 5 Fs RIEDER

NORD ET PAS-DE-CALAIS

Premier Mai fratricide

Devant les événements qui se déroulent les menaces fascistes qui se précipitent, cette journée devait revêtir un maximum de fraternité entre tous les courants du mouvement ouvrier. Malheureusement ce ne fut pas le cas à Lille. Le sectarisme des dirigeants socialistes que nous condamnons avec la plus grande énergie, a abouti à provoquer des bagarres entre ouvriers communistes et la garde socialiste. En effet, les premières bagarres se produisirent lors de 'arrivée d'une colonne de manifestants communistes de Fives et d'Hellemmes. Aussitôt que ces derniers arrivèrent Place de la République, les drapeaux et pancartes furent brisés, de nombreux ouvriers communistes furent molestés. Nous nous élevons de toutes nos forces devant de telles pratiques.

Chacun réclame l'unité du prolétariat, mais cela se traduit par des assommades. Nous voulons espérer que cela cessera le plus tôt possible. Il y va d'un danger mortel pour la classe ouvrière. Nous ferons tout pour que ces pratiques cessent, il ne peut y avoir qu'un seul ennemi « le Fascisme », les travailleurs de toutes tendances doivent porter leurs coups contre lui.

Ceci dit, la manifestation fut grandiose, peu d'usines ouvrirent leurs portes, les travailleurs ont compris le danger. Nous aurions voulu que des frictions ne se produisent pas entre les travailleurs, nous regrettons cela, nous travaillerons de toutes nos forces à réaliser notre mot d'ordre d'Alliance ouvrière, nous nous efforcerons de vaincre ce sectarisme odieux qui anime les uns et les autres. Plus que jamais, crions de toutes nos forces : « *Vive l'alliance ouvrière, unité syndicale par un congrès de fusion, un seul syndicat, une seule centrale, vive le premier Mai* 1934 *d'unité du prolétariat* » !

LE GROUPE DE LILLE.

La descente des Croix de Feu à Lille

Nous avons, dans les deux derniers numéros de La Vérité, parlé de la provocation que constituait la venue à Lille des « Croix de Feu ». Nous avons insisté sur le problème politique que cela posait; les chefs socialistes ne voulurent pas le comprendre ou feignirent de ne le pas comprendre. ils auront eux-mêmes à en souffrir.

Leur attitude, si elle ne nous étonne pas n'en est pas moins criminelle. C'est une réédition à une échelle heureusement plus petite de la politique du moindre mal de la social-démocratie allemande et de l'Austro-marxisme autrichien.

Cette expédition des « Croix de Feu » était un coup direct contre les organisations ouvrières du Nord, et contre cela qu'a-t-on fait : Des discours et un défilé.

Aux demandes d'explication, les chefs socialistes répondaient par des considérations d'ordre tactique, ou la disposition des lieux, la protection des forces gouvernementales, l'armement des « Croix de Feu »; ou par des mensonges. Ils viendront avec femmes et enfants, que pouvons-nous contre eux dans ces conditions ? (St Vénant), ou par des appréciations politiques fausses, ce serait compromettre le 1er Mai, donner au gouvernement le champ libre à une provocation monstre et compromettre ainsi la révolution prolétarienne (sic).

Quelques mots seulement arriveront à détruire cette argumentation spécieuse. Subordonner une bataille de classe d'importance capitale, à des conditions d'ordre tactique s'est trahi. D'ailleurs on peut affirmer, qu'une attitude ferme dès le début était susceptible de faire reculer les fascistes et en tout cas n'amener le préfet à l'interdiction de la démonstration. Mais cela même mis à part et si la disposition des lieux était mauvaise pour des assaillants, mais sans parler d'assaillir, mille formes d'action étaient possibles et si l'on croit que l'initiative révolutionnaire n'est pas un vain mot, on peut affirmer que là encore, comme il l'a démontré en tant d'occasion, le prolétariat aurait trouvé les formes d'actions adéquates.

Nous avions suggéré l'occupation de la salle avant la tenue du meeting, et encore, l'interdiction d'un débarquement à la gare de Lille.

Il y avait d'autres formes d'action. Avez-vous seulement pensé à une commission de responsables, prévenus du point de vue technique (anciens officiers, ingénieurs, techniciens, adhérents aux organisations ouvrières), et chargée d'étudier la question, MM. Salengro, St Venant et Cie ? Non, parce que vous ne vouliez pas du combat.

Donner un argument dans le genre de celui de la protection par les forces gouvernementales, équivaut à dire que tout est perdu. Oui les forces gouvernementales protègent les fascistes. Mais c'est-à-dire que vous subordonnez votre action, à l' « espérance » que demain il n'en sera pas ainsi. Mais alors vous êtes perdus, perdus aussi sont les organisations ouvrières, perdu est le prolétariat de ce pays, car cette protection vous pouvez vous attendre à la voir subsister longtemps encore.

Pour ce qui est des armements, si en l'occurence l'affaire qui nous préocupe n'était pas si grave, on en rirait. C'est le 12 février, que Salengro lui-même a montré la nécessité d'une milice ouvrière de défense. Où est cette milice ? Qu'attend-on pour le prouver ? Et si elle est formée, qu'attend-on pour la faire sortir, espère-t-on que des manches à balai ou des lance-pierres suffiront en réplique aux balles des fascistes ?

L'histoire des femmes et des enfants n'est rien moins que fausse.

Quant à affirmer qu'une défense sérieuse viendrait compromettre le succès du 1er mai, c'est affirmer que la force du prolétariat se retourne contre lui-même. C'est le contraire qu'il faut dire. Le prolétariat du nord, affirmant sa force, n'eut pas manqué de provoquer, dans les autres régions du pays une sensation de confiance en soi et d'entraîner une grève générale combien plus forte et combien plus vigoureuse que celle que nous avons connue mardi dernier.

L'histoire de la provocation monstre est de ce genre d'arguments qui masquent en réalité une volonté bien déterminée de refuser le combat. Il faudrait dire d'ailleurs, sur quelles probabilités objectives, est basée une telle affirmation ? Si le 6 février a démontré la nécessité pour la bourgeoisie d'en arriver à des solutions fortes, il a démontré aussi l'inexistence dans le pays des conditions objectives à l'instauration de telles solutions. Et la bourgeoisie n'est pas folle, elle possède une conscience de classe plus sûre que nos grands chefs social-démocrates, car cette conscience de classe est étayée par les considérations objectives du moment.

Voici donc ramenée à ses justes proportions l'argumentation des chefs de la social-démocratie Lilloise. De cette argumentation, il ressort nettement l'incompréhension feinte ou inconsciente du problème politique posé. C'est Trotsky qui exposait cette idée quelque part et en d'autres termes. « Les chefs de la social-démocratie semblent très intelligents et malins dans les histoires de couloirs et les manœuvres de coulisses, c'est-à-dire quand il s'agit de ne pas l'être, et semblent perdus et démontés devant les grandes questions ». Le malheur veut que de tels gens ont la direction des couches décisives du prolétariat.

Cela équivaut pour le commandant d'une place-forte assiégée à réunir ses troupes et à faire devant elles de longs et admirables discours alors qu'une attaque en règle organisée par l'ennemi. Cela s'appelle une capitulation, même si pour cela on appelle le chef d'état-major à la rescousse et si en l'occurence, il fait des discours d'une outrecuidance jamais dépassée sur l'intelligence « que demande l'adhésion au socialisme »; même si de beaux discours sont faits au nom d'une jeunesse dont on trahit la pensée; même si pour cela devant un auditoire spécifiquement prolétarien on introduit par l'organe d'un vieillard, les méthodes en usage dans les salons les plus fermés de la bourgeoisie; même si pour cela, alors que le problème soulevé l'est justement du fait de la domination de classe de la bourgeoisie on se déclare « contre toutes les dictatures »; même si pour cela on propose pour solution au prolétariat, le retour à une démocratie à jamais condamnée par cette même bourgeoisie à qui elle a servi durant toute une période.

Le défilé commandée par les socialistes fut l'étalage même d'une incohérence, d'un mal-entendu. D'une part une haine profonde du fascisme et d'autre part un manque total de mots-d'ordre, de cohésion, de discipline, c'était là, l'expression même de la fausseté d'une telle mascarade, c'était à la fois l'ardeur antifasciste des ouvriers et la pauvreté des moyens offerts à son déchainement, ce fut en un mot un malaise déprimant.

Le meeting ne fut que démagogie et duplicité.

Et l'on osa dépeindre cela comme une réplique magnifique, comme une réplique spécifiquement prolétarienne. Et vive le calme et la dignité ! Et tant pis pour la classe ouvrière !

On ne peut encore d'une manière précise juger les conséquences d'une telle politique. Disons simplement qu'elle a aidé à la propogande fasciste dans le Nord à faire un grand pas. De plus on peut s'attendre incessamment à des actions d'une hardiesse plus grande encore de la part du fascisme. Vous direz maintenant que vous lui avez cédé la capitale, empêché ses tentatives d'aller jetter son venin dans les corons et dans les maisons ouvrières.

Là encore, ils seront armés, là encore ils auront derrière eux les forces gouvernementales. Mais fort hureusement la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot. Si vous, M. Salengro' n'avez rien appris et ne pouvez avoir appris quoi que ce soit aux catastrophes allemandes et autrichiennes, le prolétariat lui a appris.

Alliance Ouvrière !

Milice antifasciste du peuple !

Armement des ouvriers en vue de leur sécurité !

ELIE.

Le front unique hier et aujourd'hui

Dans « l'Enchaîné » du 6 avril, Decaux commente la lettre de front unique adressée par le rayon de Lille du P.C. à la section lilloise S.F.I.O. et l'on peut lire :

Rencontre des représentants des deux organisations en vue d'élaborer une plate-forme commune d'action pour

1° La préparation commune du 1er mai;

2° L'organisation d'une contre-manifestation le 28 avril.

Et plus loin :

Dans notre région, la plupart des sections socialistes qui sont entrées en liaison avec nos organisations l'ont fait sur la base d'une circulaire émanant de la C.A.P. de leur défération, circulaire signée A. Laurent, et contre-signée J.-B. Lebas.

Or, les militants les plus influents de la C.A.P. sont en même temps membres de la section lilloise du Parti socialiste; c'es tpourquoi nous attachons une telle importance à la réalisation de l'unité d'action à Lille. C'est aussi pourquoi nous avons souligné le caractère régional que prennent les propositions de nos camarades.

Nous ne pouvons qu'applaudir et pourrions nous même signer ces mots. Mais une question se pose, où est le front unique, pas en bas dans cette affaire ? N'est-ce pas là Decaux le front unique d'organisation avec les chefs .

Encore sur l'unité syndicale

La première U.R. unitaire a lancé un appel, dont nous extrayons les extraits suivants :

« *Nous proposons pour cela l'assemblée commune de chaque syndicat confédéré et unitaire pour discuter en commun 1°. — du programme présenté au Congrès Régional de Roubais le 1er Avril, 2° — de l'envoi d'une délégation commune composée de syndiqués confédérés et unitaires à ce congrès de Roubais et aux « Etats Généraux du Travail* ».

Assemblée commune pour discuter sur un Congrès confédéral !

Mais alors nous sommes d'accord ; un seul syndicat ensuite :

Pourquoi n'irions-nous pas ensemble au Congrès régional de Roubaix ? Pourquoi ne demanderions-nous pas d'établir ensemble un programme de lutte qui serait ensuite proposé aux « Etats Généraux du Travail » ?

Parce que vous vous entêtez à laisser en état la scission syndicale au lieu de gagner les ouvriers de la C.G.T. de l'intérieur, à la voix révolutionnaire.

MISE AU POINT

Certains dirigeants du P.C. font circuler le bruit que nos camarades du groupe de Lille, ont lacéré les tracts du P.C. Avec une mauvaise foi évidente on veut dresser les travailleurs communistes contre nous. Nos camarades ont en effet lacéré les tracts que les staliniens ont apposé sur les inscriptions que nous avions faites sur les murs, en faveur de Trotsky. Nos copains avec juste raison ont jugé que le devoir des révolutionnaires était de saboter les affiches des « Croix de Feu ». Mais ces derniers n'ont pas eu a souffrir de la vindicte stalinienne, c'est regrettable.

Quant à nous nous ne sommes pas disposés à nous laisser faire; à aucun prix nous ne voulons les frictions avec les camarades staliniens. Mais, nous sommes disposés à répondre du tac au tac, nous sommes disposés à nous défendre. Si nous sommes prêts à combattre contre le fascisme, nous sommes également prêts à répondre à des gens qui n'ont plus rien de communiste.

Le Groupe de Lille.

SUR LA VOIE

Un organe mensuel se réclamant du marxisme, mais semblant oublier que pour des marxistes un des éléments de la connaissance c'est l'action, publie dans son numéro de mars un article : « Fascisme et unité d'Action ». L'auteur Vernon, après un examen de la situation, présente la conclusion :

Milice ouvrière commune destinée à tenir la rue quand il le faudra;

Destruction des organisations fascistes;

Unité-syndicale;

Préparation de la convocation d'un parlement prolétarien qui sera opposé à la Chambre des Oustricards et des Staviscrates.

Nous applaudissons à cette conclusion de l'*Etincellé !*... Et puisqu'il faut tout dire, nous souhaitons à nos camarades d'être conséquent dans cette voie.

VIENT DE PARAITRE :

P. FRANK

La semaine du 6 au 12 février

1 brochure de 40 pages

Prix de l'exemplaire : **0 fr. 50**

La seule brochure complète sur la crise de février publiée par les partis ouvriers

LES JOURNÉES OUVRIÈRES DES

9 & 12 FÉVRIER

par MARC BERNARD

GRASSET 5 Fr.

Qui prendrez-vous dorénavant pour

vos fournisseurs?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il lui accordent.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD

du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF

(ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR.

Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15e).

CYCLES.

Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

HAUTE - COUTURE - CONFECTION

" La femme sans tête "

3 bis, rue Louis Braille, 12e Métro Daumesnil et Bel Air

Réduction de 5 % aux lecteurs de la "Vérité"

HOTELS.

Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, pr. modérés) (13e).

INSIGNES.

Mendez-Audouin, fabricants de drapeau, insignes, etc., 114, bd de la Villette 19

LIBRAIRIE.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10e).

RESTAURANTS.

Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6.50 san pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19e) Repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris